

SANTÉ

1 100 nouveaux spécialistes affectés dans les différents établissements hospitaliers

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, M. Djamel Ould Abbès, a reçu, hier, au siège de son département, 143 lauréats du DEMS dans 21 spécialités différentes. C'est une petite cohorte d'une promotion de plus d'un millier qui vient d'être affectée dans les différents établissements sanitaires. Il a annoncé une batterie de mesures en leur faveur...

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - «Soyez à la hauteur de la confiance que met le patient en son médecin. Et, surtout, protégez la blouse blanche ! Un médecin n'a pas à sortir dans la rue», leur a-t-il dit, en substance, allusion faite aux manifestations qu'a connues le secteur de la santé ces derniers jours. Ainsi, et tout en rappelant qu'il n'a été installé à la tête du secteur que depuis moins de deux années, M. Ould Abbès a résumé le bilan de son action en matière d'amélioration des conditions socioprofessionnelles de tous les travailleurs de la santé publique, notamment les augmentations de salaires.

Et d'annoncer de nouvelles mesures dont bénéficieront les nouveaux praticiens spécialistes. «Le poste budgétaire de tout diplômé est réservé et n'aura pas à trimpler comme avant. Le choix du poste est déterminé en plénière, suivant le classement de chacun. Celles et ceux affectés loin de chez eux auront des logements de fonction. Le ministère

de la Santé travaille en coordination avec celui de l'Habitat pour que tout soit réglé. Et même le regroupement familial pour les médecins mariés et dont l'époux ou l'épouse travaille est à la charge du ministère de la Santé. C'est une instruction du président de la République et je veillerai personnellement à son application et à leur faciliter la procédure administrative», a-t-il déclaré. Il ajoute : «En matière de salaire, un débutant comme vous percevra 80 000 DA sans compter la prime de contagion et la prime de garde qui sont en cours de revalorisation.

Ceux affectés dans le Grand-Sud et dans les Hauts-Plateaux verront leurs salaires majorés, respectivement de 150% et 80%.» Les salaires des praticiens spécialistes sont passés du simple au double à la faveur de la révision de leur statut. Ils ont perçu ces augmentations avec un effet rétroactif à partir de janvier 2008. Ce qui fait pour un praticien spécialiste en chef que le salaire



Les nouveaux praticiens spécialistes bénéficieront de nouvelles mesures.

est passé de 80 000 à 160 000, soit un rappel de près de 350 millions de centimes. «Aucun pays au monde n'a donné un effet rétroactif de quatre ans», s'est-il félicité.

Il convient de préciser qu'à l'issue de la session ordinaire, 1 133 candidats au DEMS sur 2 129 ont été admis, soit un taux d'admission de 53%. Les autres auront droit à une session de rattrapage en juin. «C'est la première fois

que le taux de réussite a été si faible et ce, à cause de la grève des résidents. D'habitude, il frôle la barre même des 90%», a-t-il analysé. Les admis ont été affectés comme suit : 500 à travers les 10 wilayas du Sud, 625 à travers les wilayas des Hauts-Plateaux et 240 dans 4 autres wilayas du Nord.

Cette opération d'affectation des spécialistes était par ailleurs une occasion que le ministre n'a

pas ratée pour répondre aux grévistes. «Un psychologue ayant fait un cursus de bac+3 n'est pas un médecin spécialiste (bac+12, ndr). Et il est normal qu'il ne perçoive pas le même salaire. Puis, le débutant commence à 37 000 DA pas à 29 000 comme on le prétend. Le mandat du bureau du Syndicat des praticiens spécialistes a expiré en mars dernier déjà et n'a donc plus le droit de les représenter. Le taux de participation à cette grève n'a pas dépassé les 2,14% à l'échelle nationale. Je dirai que je suis indulgent car, j'aurais pu les attaquer en justice. Sinon, la grève des paramédicaux organisée à la veille des élections n'est qu'une manœuvre politicienne. C'est clair. Je n'en dirai pas plus. Je respecte leur appartenance politique, je ne leur nie pas leur droit d'exercer la politique mais, il ne faut pas que ce soit au détriment du malade. D'autant que je n'ai jamais fermé la porte du dialogue. Or, je continuerai à recevoir tous les représentants des travailleurs, les syndicalistes de tous les corps de la santé sauf les meneurs de ces grèves qui ne sont plus les bienvenus dans mon bureau du moment qu'ils ne tiennent pas parole», a-t-il asséné, en marge de cette opération d'affectation.

L. H.

4^e JOURNÉE DE MÉDECINE DENTAIRE AU CHU DE TIZI-OUZOU

La responsabilité juridique du praticien en débat

«La médecine dentaire : perspectives et stratégie de prévention en Algérie», tel est le thème de la Journée de médecine dentaire, la quatrième du genre, organisée au CHU de Tizi-Ouzou, durant la journée de mardi. «C'est une journée qui entre dans tout un planning. Au mois de juin, d'autres séminaires sur la douleur, le suicide et le diabète seront organisés», dira le P^r Abbas Ziri, directeur général du CHU Nedir-Mohamed de Tizi-Ouzou. Pour le premier responsable de ce centre hospitalo-universitaire qui a abrité la quatrième Journée de médecine dentaire, «la formation doit prendre toute sa place».

Plus de vingt conférences ont été animées par les spécialistes venus des CHU d'Annaba, de Béni-Messous, de Blida, d'Alger...

Le P^r K. Messahli, du service de médecine légale au CHU de Blida, a orienté son intervention sur la médecine dentaire et responsabilité médicale. «L'acte médical s'installe dans le cadre juridique. La responsabilité médicale est morale et juridique», dira-t-elle.

Pour cette conférencière, «l'acte médical reste intimement lié à la relation médecin-malade», avant de mettre l'accent sur le code de déontologie et de rappeler ce que sont les devoirs d'un chirurgien-dentiste, comme le respect du libre choix du patient, le respect de l'intimité, l'impartialité ou encore l'assistance, etc.

Le P^r K. Messahli a longuement expliqué aux étudiants en chirurgie dentaire et aux enseignants présents à l'amphithéâtre du bloc pédagogique du CHU Nedir-Mohamed, ce qu'une faute veut dire, et que les victimes plaignantes intentent, de plus en plus, des procès au pénal. La raison, pour le P^r Messahli, le patient est conseillé par son avocat qui le dissuade de porter plainte au civil, puisque avec cette procédure, le procès pourrait durer des années.

K. Bougdal

APRÈS L'ACCORD SAIDAL-NOVO NORDISK

De l'insuline sous licence moins chère bientôt sur le marché

Bientôt de l'insuline sous licence Novo Nordisk sur le marché. Elle sera commercialisée à des prix inférieurs à ceux pratiqués actuellement. L'accord signé entre Sidal et le laboratoire norvégien permettra à l'Algérie de diviser par deux la facture d'importation d'insuline.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Signé le 21 avril dernier, l'accord permettra l'entrée en production de l'usine d'insuline Sidal Novo Nordisk avec comme objectif la satisfaction totale des besoins du marché local, voire envisager l'importation avec, dans un premier temps, la production de 3 millions de cartouches.

Boumediène Derkaoui, président-directeur général de Sidal, invité hier de la Chaîne III, expliquait que cet accord permettra de faire des économies de près de 50% du montant des importations d'insuline. «Après une étape de mise à niveau et d'investissements, nous allons réaliser une production qui avoisinera l'équivalent de la demande locale. Les quantités supplémentaires seront mises sur le marché extérieur qui sera désigné par Novo Nordisk.» L'Algérie importe annuellement l'équivalent en valeur de 120 millions d'euros d'insuline.

Avant cet accord, l'usine de Constantine fabriquait, depuis 2006, de l'insuline en flacons. Sa capacité de production est de 1,2 million de flacons mais elle n'a jamais été atteinte en raison des problèmes de maîtrise technique et technologique. Au final, l'usine ne fonctionne qu'à 60% de ses capaci-



Dans un premier temps, 3 millions de cartouches seront produites.

tés. Avec le niveau de production actuel, cela ne représente que 3 % du marché national pour un marché qui se situe autour de 14 milliards de dinars.

Lors de son passage sur les ondes de la Chaîne III, un autre contrat a été signé avec les Koweïtiens en vue de la création d'une société mixte en Algérie aux fins de produire des médicaments anticancéreux. «Nous avons trouvé dans la partie koweïtienne une possibilité sûre pour réaliser le projet. La holding koweïtienne a de l'expérience dans ce domaine. Elle gère une usine du même type au Moyen-Orient avec toute la technologie et les brevets nécessaires», a indiqué Boumediène Derkaoui.

Pas moins de 70% de ses besoins en produits oncologiques de l'Algérie

sont actuellement importés. C'est un domaine nouveau non encore maîtrisé. C'est la biotechnologie. C'est une autre industrie.

La facture d'importation des produits oncologiques est de 20 milliards de dinars actuellement. Et il y a toujours une tension sur le marché.

«Nous allons cibler un certain nombre de produits pour assurer la disponibilité en fonction de nos capacités et de celles du partenaire koweïtien. Nous voulons alléger la facture d'importation. On est donc loin de l'exportation. Il s'agit d'avancer sur le plan technologique et de former nos personnels», explique le premier responsable de Sidal.

N. I.